

# NECESSITÉ D'UNE SECONDE REVOLUTION FRANÇAISE

Le Parti Communiste a édité, à l'occasion du 14 Juillet, un tract dans la manière néo-stalinienne : pousser les masses en avant dans la lutte antibourgeoise, sous des mots d'ordre qui auront pour résultat certain de souder les rangs allemands contre la population française. Nous ne discuterons pas de cela aujourd'hui, mais de ce qui a servi d'argument au tract, à savoir l'anniversaire de la prise de la Bastille.

Le 14 Juillet 1789 fut un jour mémorable : pourtant, tout ce que le Parti Communiste trouve à nous dire à ce sujet peut se résumer en quelques mots : Le peuple, en 1789, prit les armes, le peuple, en 1942, doit en faire autant. Pour quoi ? Pour quoi ? Pour faire quoi ? Telles sont les questions auxquelles on ne répond pas, pas plus qu'on n'indique ce que fut réellement la Révolution de 1789, la Grande Révolution Française.

## La Révolution de 1789, révolution sociale bourgeoise

Quelles furent les causes profondes de la Révolution de 1789, commencée le 14 Juillet par une magnifique émeute populaire ?

Certes, les causes immédiates furent la famine, la misère des classes populaires, la colère des travailleurs : artisans, paysans, ouvriers ; contre l'absolutisme féodal, contre le luxe insolent et coûteux des nobles. Mais si la révolte populaire put vaincre, c'est qu'elle trouva un allié indispensable, instruit, cultivé, puissant, dans sa lutte contre la féodalité. Cet allié fut la bourgeoisie. Depuis le XV<sup>e</sup>, et surtout depuis le XVI<sup>e</sup> Siècle, la France féodale voyait naître des manufactures (textile, fabrication d'armes), se développer le commerce intérieur et extérieur : la nouvelle classe, formée de marchands, d'industriels, de banquiers, se heurta bientôt à la noblesse, c'est-à-dire aux propriétaires de terres qui vivaient sans travailler (le travail était considéré comme avilissant), sur le dos de leurs serfs ou de leurs fermiers. Quelles furent les raisons de cette lutte de classes acharnée ? Raisons sociales d'abord : la bourgeoisie développe le commerce et l'industrie, crée jour après jour les éléments de sa puissance économique, mais les lois féodales (barrières douanières intérieures, réglementation de la profession, corporations) sont une entrave constante au développement des forces productives créées par la bourgeoisie. De plus, cette bourgeoisie, qui détient et crée les richesses du pays, n'a pas le pouvoir politique qui appartient aux propriétaires féodaux, aux nobles. Au XVIII<sup>e</sup> Siècle, elle apparaît sur la scène politique, philosophique, littéraire, avec les idées nouvelles qui révolutionnent les manières habituelles de penser : la plume des Diderot, de ses Rousseau, elle affirme l'égalité de tous les hommes, préconise l'institution d'une République démocratique, la fraternité — des écrits des philosophes atteignent durement l'absolutisme féodal. Avec le règne de Louis XVI commencent le dernier épisode de la lutte à mort entre la bourgeoisie et la féodalité. Des milliers de brochures s'impriment qui dénoncent la royauté, les crimes des nobles, le scandale de leurs dépenses inouïes. De quoi s'agit-il pour la bourgeoisie ? Maitresse de la puissance économique, elle veut conquérir le pouvoir politique pour se débarrasser des entraves féodales. C'est pourquoi elle est partisanne de la liberté : pour elle, la liberté signifie la liberté du commerce et de l'industrie, le droit et la sauvegarde de la propriété, de sa propriété.

Pour réaliser ce dessein, elle doit s'appuyer sur la paysannerie qui souffre atrocement : le servage a presque complètement disparu au XVIII<sup>e</sup> Siècle, les paysans sont soi-disant "libres" ; en fait ils paient impôts sur impôts au seigneur, au curé, au roi ; ils doivent accomplir, en dehors de leur travail, la corvée pour le seigneur ; ils sont menacés constamment par la famine alors que les greniers des seigneurs sont bien remplis. La bourgeoisie trouve là un appui certain dans la lutte contre l'injustice sociale, contre l'absolutisme et les lois féodales (contre les "octrois" en particulier).

Elle trouvera un appui dans les villes aussi où artisans et ouvriers sont de même indignés par le spectacle d'oisifs qui se gorgent aux frais du peuple, indignés par l'arbitraire royal, poussés à bout par la misère.

La révolte des misérables éclate le 14 Juillet 1789. Tout de suite elle se rencontre avec la révolte des mécontents (bourgeois et certaines couches de la noblesse). Finalement, après une lutte acharnée contre la féodalité à l'intérieur, contre l'Angleterre bourgeoise et l'Europe féodale à l'extérieur, la Révolution Française se termine par la victoire de la bourgeoisie qui, avec le Directoire, le Consulat, puis l'Empire, affirme sa domination entière sur les autres classes sociales.

## L'œuvre de la bourgeoisie

La Révolution de 1789, en détruisant tout vestige de la féodalité, en libérant les paysans, et surtout les banquiers, les industriels, les marchands, la Révolution de 1789 allait permettre un développement prodigieux des forces productives en France. La révolution bourgeoise est une nécessité historique ; jamais les marxistes n'ont nié ce fait incontestable. La bourgeoisie, au moment où elle s'empare du pouvoir, au XVII<sup>e</sup> Siècle en Angleterre, au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> Siècles en Amérique, en France et en Allemagne, développe puissamment les forces productives, crée les éléments de l'abondance, mais crée en même temps les conditions mêmes de l'aggravation de la misère des travailleurs, crée en même temps les conditions des guerres impérialistes, au travers atroces qui assignent à l'humanité entière,

Que faut-il déduire de cela ? Faut-il en déduire qu'il faut en venir aux corporations, à l'absolutisme ? Faut-il nier le progrès, préconiser le retour à la terre, détruire les machines ? Non, il faut en déduire qu'il est temps, grand temps de renverser le pouvoir bourgeois et de le remplacer par un régime plus rationnel, sans guerres, sans misère, assurant à chacun et à tous le pain, la liberté, la paix.

## Pour la révolution prolétarienne, en France et en Europe

En 1789, les classes populaires se lancent à l'assaut du pouvoir. Mais il manque une classe instruite, éduquée, unie (artisans et paysans sont, malgré tout, par la logique même de leur position sociale, des individualistes) pour mener la lutte jusqu'au bout : c'est pourquoi, finalement, une classe possédante révolu-

tionnaire, la bourgeoisie, usurpera le pouvoir politique, profitera des sacrifices consentis par le peuple.

Cette classe populaire dirigeante, qui faisait défaut en 1789, nous l'avons aujourd'hui : c'est le prolétariat industriel, que des décades de lutte contre l'oppression bourgeoise ont mûri, éduqué, que sa position sociale unifie malgré les divisions et les échecs, momentanés.

En 1789, les classes populaires se battaient pour la fin de l'oppression, pour le pain. En 1942, le prolétariat, en renversant le pouvoir bourgeois, en le remplaçant par le pouvoir des ouvriers et des paysans, crée les bases d'une véritable démocratie pour la nation tout entière, prépare la suppression de toutes les classes avec l'avènement de la société socialiste.

En 1789, les classes populaires enthousiastes pensent gagner tous les peuples à l'idée d'une République universelle. Mais il manquait justement une classe sociale internationale, dont les intérêts sociaux et économiques pouvaient faire de la magnifique idée de la fraternité universelle des hommes une réalité tangible. Aujourd'hui, en 1942, le prolétariat est cette classe qui, dans le monde entier, n'a qu'un intérêt unique : celui de détruire l'oppression bourgeoise, le régime capitaliste, et par là même, toutes les frontières.

La Révolution de 1789 fut une révolution nationale bourgeoise. La seconde révolution française sera une révolution prolétarienne, car, seule la révolution prolétarienne peut faire de la France, à nouveau, une nation rayonnante, admise, libre, en intégrant dans une Europe débarrassée du capitalisme.

Continuer l'œuvre des masses populaires de 1789, l'œuvre des Robespierre, des Saint-Just et des Babeuf, ce n'est pas crier "Vive de Gaulle, le général d'Action Française" ou "Vive la République bourgeoise", c'est préparer et construire les Etats-Unis Socialistes d'Europe et du Monde qui libéreront réellement de l'oppression fasciste, "démocratique", bourgeoise, impérialiste, toutes les nations du monde et qui réaliseront la grande idée des révolutionnaires de 1789 : la République Universelle.

## Grève de Travailleurs Italiens en Allemagne

Dans une grande fabrique d'avions, en Allemagne, les travailleurs italiens ont fait la grève pendant une demi-journée parce que la nourriture ne leur plaisait pas ! Le jour suivant, ils reçurent satisfaction et ... leur bien-aimé macaroni !

Nos frères italiens ci, depuis vingt ans, vivent sous la botte fasciste, n'ont pas perdu leur volonté de lutte.

## POUR TENIR LAVAL EN ECHEC, RENFORÇONS LES SYNDICATS !

Laval, homme avilé de la grosse bourgeoisie industrielle et bancaire et agent de l'hitlérisme en France, vient de révéler jusqu'où sa servilité l'a amené.

La bourgeoisie française, bien qu'elle vainc, est intéressée à ce que le capitalisme soit sauvé, elle doit aider l'impérialisme allemand dans sa lutte contre l'Etat ouvrier.

C'est pour sauver le misérable régime d'exploitation qu'ils subissent que, d'après Laval, des centaines de milliers d'ouvriers français devraient partir en Allemagne, au côté de millions de travailleurs européens. Il s'agit de remplacer les nouveaux millions de travailleurs allemands que les hitlériens jettent à l'assaut de l'U.R.S.S.

Mais Laval sent le poids du mécontentement populaire, il veut faire partager la responsabilité de sa politique par d'autres. Il s'est adressé aux comités d'organisations patronaux. Il tente, par des menaces et le chantage, de briser la résistance des organisations syndicales ouvrières.

Les secrétaires de fédérations, qui avaient déjà été l'objet de pressions lors de la constitution du Comité ouvrier de secours immédiat (à la solde des Allemands), se sont vus invités à prêter leur concours à une Commission d'information Ouvrière et Sociale, au côté de membres d'organisations pro-nazies. Malgré leur platitude, les dirigeants des fédérations n'ont pas accepté, pour la plupart, d'endosser la responsabilité des actes de Laval. 13 fédérations (ex-C.G.T.) ont fait savoir qu'elles ne participeraient pas à cette commission.

Le but avoué de cet organisme, qui est la préparation du départ des ouvriers en Allemagne, n'a pu être atteint. Les "personnalités" syndicales, qui ont pourtant l'habitude d'engager la classe ouvrière malgré elle, ne peuvent pas ne pas tenir compte de l'opposition des travailleurs.

Laval, parce qu'il souhaite la victoire de l'Allemagne, demande aux ouvriers d'apporter leur travail, mais le peuple français souhaite la défaite des armées hitlériennes. Le peuple sait que Laval ment dans son odieux chantage aux prisonniers ; les prisonniers reviendront lorsque l'hitlérisme sera abattu. Cette heure sera aussi celle de la délivrance des travailleurs allemands. Les dirigeants syndicaux ne sont pas étrangers à ces préoccupations.

Si les fédérations ont été, dans une certaine mesure, impliquées dans les tractations de Laval, les syndicats de base n'ont pas caché leur hostilité. Si la presse aux ordres se targue de l'appui des militants syndicaux, c'est pour les compromettre aux yeux des ouvriers, pour ne leur laisser qu'une seule voie, celle de la servitude. Les cadres des syndicats ont résisté à la mise au pas.

La Charte du Travail, le Comité Ouvrier de secours immédiat, comme aujourd'hui la Commission d'information Ouvrière et Sociale, rencontrent l'hostilité des militants. Ceux-ci ont été contre Vichy et ses maîtres et avec les ouvriers.

Mais les syndicats sont encore faibles pour rendre effective la volonté de résistance, les troupes manquent encore.

De leur côté, en attendant et pour préparer la lutte finale qui balayera l'hitlérisme et le capitalisme, les travailleurs se dressent contre les conséquences du régime actuel, contre les souffrances que les nazis veulent aggraver.

La classe ouvrière n'a pas encore trouvé le moyen d'unifier sa résistance, d'engager la lutte pour des objectifs immédiats qui entameront l'édifice impérialiste. Ces organismes de lutte peuvent être les syndicats. En se syndiquant en masse, les ouvriers trouvent le lieu de rassemblement de leurs forces, qui leur manquent jusqu'ici. De plus, ils interviendront dans la lutte des noyaux syndicaux pour la liberté syndicale.

Ayant retrouvé une force autonome, la classe ouvrière fera entendre sa position. Le mauvais coup de Laval sera devenu une opération si périlleuse que, même s'il est réalisé, il contribuera au renversement de l'impérialisme.

Tous unis dans les syndicats, pour exiger :

- Du travail en France avec des salaires permettant de vivre ;
- l'institution du contrôle ouvrier sur la production et la suppression du secret commercial ;
- le libre exercice de la liberté syndicale ;
- l'élection des délégués d'entreprises par les ouvriers ;
- le contrôle populaire de la répartition des denrées alimentaires.